

dans les départements d'outre-mer, musée, des arts et traditions populaires (p. 1369, 1370). —

Donne sa démission de Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

BILLOTTE (M. Pierre), *ex-Député de la Côte-d'Or.*

Donne sa démission de Ministre de la Défense nationale et des Forces armées (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (Séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

BILLOUX (M. François), *Député des Bouches-du-Rhône, (1^{re} Circonscription) (C.)*

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 28 août 1955 maintenant sous les drapeaux les hommes du premier contingent de 1954, n° 128. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à fixer le salaire national minimum interprofessionnel garanti à 25.166 francs nets par mois, pour toutes les professions, sur tout le territoire, n° 130. — Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à la construction en trois ans de 1 million de logements à loyer accessible à la classe ouvrière, n° 131. — Le 23 mars 1956, une proposition de loi tendant à supprimer la cotisation des salariés à la sécurité sociale, n° 1422. — Le 2 août 1956, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 du 3 mars 1945 et les textes d'application et dispositions qui en résultent et à leur substituer une nouvelle réglementation des associations familiales, n° 2778. — Le 30 octobre 1956, une proposition de loi tendant à la suppression de l'Ordre des médecins, n° 3104.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Vienne [19 janvier 1956] (p. 39). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans le Moyen-Orient et en Algérie, sur la nécessité urgente de prendre, dans l'intérêt de la France, des initiatives en vue de contribuer efficacement à la détente internationale et au désarmement [10 décembre 1956] (p. 5798); la développe : *Ses observations sur la détérioration des positions françaises dans le monde, les conséquences économiques de l'aventure égyptienne, la diversion tentée à propos des événements de Hongrie* [18 décembre 1956] (p. 6098); la tentative d'aggraver les relations avec l'Union soviétique, l'affaiblissement des positions stratégiques de la France en Méditerranée, l'abandon des réparations allemandes par M. Bidault à la Conférence de Moscou en 1947 (p. 6099); le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, l'abandon de la Sarre, les contradictions entre les partenaires du Pacte atlantique, la livraison éventuelle des pétroles sahariens aux compagnies américaines, la relance européenne (p. 6100); la possibilité donnée à l'Allemagne de l'Ouest de fabriquer des armes nucléaires, l'abandon des intérêts français par la majorité gouvernementale, l'avenir sacrifié de la jeunesse (exemple de l'école militaire de Saint-Cyr) (p. 6101); la possibilité de faire échec à la guerre, la nécessité d'un nouveau Front populaire, les principes d'une politique de paix (abandon des rapports de force avec les pays coloniaux, liquidation des blocs militaires, reconnaissance de la Chine, désarmement, interdiction des armes nucléaires, réduction des forces armées stationnées en Allemagne), la note soviétique du 17 novembre 1956 sur le désarmement (p. 6102, 6103); Son ordre du jour : condamnation de l'agression contre le peuple égyptien, politique extérieure française indépendante, Conférence des cinq grandes puissances, désarmement atomique et classique, retrait des troupes stationnées en territoire étranger, satisfaction des revendications des ouvriers, des paysans et des fonctionnaires [19 décembre 1956] (p. 6167). — Prend part : au débat sur la présentation du Gouvernement Félix Gaillard : *Impossibilité de trouver une solution aux difficultés économiques et finan-*

cières avant la fin de la guerre d'Algérie, maintien de M. Lacoste à son poste, décret étendant la taxe de 20 0/0 à l'ensemble des produits importés, recours à de nouvelles avances de la Banque de France, réduction des crédits civils, remplacement de M. Gazier au Ministère des Affaires sociales, réforme de l'enseignement et de la sécurité sociale, propositions du parti communiste aux partis et groupes parlementaires de gauche, recherche d'une solution pacifique en Algérie [5 novembre 1957] (p. 4637 à 4640); — à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958 : Ses explications de vote sur la question de confiance : *Difficultés causées à la France par la guerre d'Algérie; augmentation du coût de la vie; revendications des fonctionnaires et des salariés, des vieux et des anciens combattants; menaces de chômage* [19 décembre 1957] (p. 5506 à 5508).

BINOT (M. Jean), Député de la Seine-Maritime, (2^e Circonscription) (S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la marine marchande et des pêches [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission chargée d'enquêter sur les opérations électorales du département de la Réunion [20 février 1958] (p. 930). — Est nommé juge titulaire de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 3 février 1956, une proposition de loi tendant à permettre la mutation des pilotes brevetés du port d'Haïphong (Tonkin) dans les stations de pilotage de France et de l'Union française, n° 289. — Le 15 février 1956, une proposition de loi tendant à la création d'un service civil pour les objecteurs de conscience, n° 486. — Le 20 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 2176) relatif au reclassement des ex-pilotes de la station de Haïphong, n° 2272. — Le 15 février 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1^o la proposition de loi (n° 3667) de M. Soustelle et plusieurs de ses

collègues tendant à accorder d'urgence une indemnité aux enseignants français expulsés d'Egypte en compensation des dommages qu'ils ont subis; 2^o la proposition de résolution (n° 3724) de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence une indemnité de réinstallation et une indemnité compensatrice du préjudice subi, en faveur des membres du personnel enseignant et des chercheurs rapatriés d'Egypte, n° 4163. — Le 28 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 5502) complétant les dispositions de la loi du 5 avril 1937 prorogeant les effets de la loi du 5 août 1929 sur l'incorporation dans les cadres métropolitains des professeurs français à l'étranger, n° 6759.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du département du Cantal [19 janvier 1956] (p. 9). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : *Les poujadistes et l'exercice de la souveraineté nationale* [3 février 1956] (p. 201). — Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du département du Cher [16 février 1956] (p. 341). — Prend part à la discussion d'un projet de loi sur la réforme de l'enseignement public : *Divergences entre le point de vue du Rapporteur et celui de la majorité de la Commission de l'éducation nationale* [24 juillet 1957] (p. 3941); *Attitude du Rapporteur, existence du système du tronc commun dans les législations étrangères, opposition à la réforme des défenseurs de l'enseignement privé, les avantages de l'école moyenne et de l'éducation permanente; son rappel de la définition de l'enseignement de Léon Blum* [25 juillet 1957] (p. 3979 à 3981).

BISSOL (M. Léopold), Député de la Martinique (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).